

# Fédérer les centristes

**MODEM** La Fédération des élus démocrates est lancée en Gironde. Elle se réunissait samedi à Blaye

Dans le grand débat territorial en cours, le Modem a été plutôt discret, laissant socialistes et UMP en découvrer publiquement. Pour autant, il n'est ni indifférent, ni inactif. La Fédération des élus démocrates (FED), mise en place en juin dernier lors d'une convention à Barsac, a justement pour but de regrouper les énergies des démocrates ou assimilés qui pourraient se sentir un peu dispersés ou isolés dans leur secteur. La présidence en incombe au conseiller général et adjoint au maire de Blaye, Xavier Loriaud, qui a présenté récemment cet organisme à la presse avec le président départemental Joan Taris.

## Formation des élus

« La FED existe déjà au niveau national, elle est présidée par Jacqueline Gourault, élue du Loir-et-Cher ; en Gironde, nous comptons 120 adhérents », précise Xavier Loriaud. Comme son équivalent socialiste présidé par Alain Anziani, la fédération démocrate a surtout pour but de former les nouveaux élus, urbains comme ruraux, aux subtilités de la gestion locale : « C'est un droit qui est prévu par la loi, rappelle le conseiller général blayais. Nous avons organisé, samedi à Blaye, un séminaire sur les finances locales afin d'apprendre par exemple à ficeler un budget car c'est quelque chose qui ne s'improvise pas. » Le Modem dispose en particulier d'un organisme, l'Institut de formation des élus démocrates, chargé de cette tâche.

Joan Taris et Xavier Loriaud ont profité de cette circonstance pour avancer leurs positions sur la réforme de la taxe professionnelle : « On a mis la charrue avant les bœufs



**Xavier Loriaud veut rompre l'isolement de ses élus.** PHOTO T.D.

car rien ne s'est fait avec les élus, on est dans la précipitation », affirme l'élue blayais.

Pour sa part, Joan Taris déplore « la fuite en avant » du gouvernement sur les finances publiques et parle même d'une « bombe à retardement du quinquennat. Si le moindre maire faisait le centième de ce que se permet l'État, il serait aussitôt mis sous tutelle. » Pour autant, les élus Modem ne veulent pas être taxés de conservatisme et se disent « pour le principe d'une réforme ». Ils dénoncent notamment « l'illisibilité d'un système qui encourage le clientélisme », déplorent le statu quo réclamé par « certains élus socialistes » mais aussi « un mode de scrutin uninominal à un tour pour les conseillers territoriaux qui favorise la bipolarisation, non conforme à la réalité politique de notre pays ».

Au prochain congrès d'Arras du Modem, la FED girondine déposera une motion sur la réforme des collectivités locales.

**Hervé Mathurin**